Mikhéil Saakachvili: «Nous devons terminer ce que nous avons commencé»

Description

Le Président Mikhéil Saakachvili répond aux questions de l'hebdomadaire géorgien *Tabula*.

Tab **sans aucun doute l'événement de cette année. Or, la Commission de Venise[1] craint que cette futu s crises politiques. Elle conseille de réduire davantage les pouvoirs présidentiels. Par ailleurs, vos opp Constitution qui vous permettrait de rester au pouvoir.**

M.S kachvili: Rien de tou 'est vrai. Si je voulais m'accrocher au pouvoir, je pourrais simplement proposer un réfé mandat transmettre tous les pouvoirs au Premier ministre. Malgré mon plus grand respect pou ne pouvons accepter de niveler le rôle du Président ni de réduire celui-ci à un simple ma

Je suis profondément convaincu que nous avons besoin d'un modèle constitutionnel équilibré, dans lequel il n'y aura ni chevauchement de fonctions, source de conflits, ni concentration des pouvoirs entre les mêmes mains. Le pouvoir doit être partagé aussi bien entre les différentes instances constitutionnelles qu'entre les différents représentants du spectre politique. Il nous faut aussi une opposition plus développée, des forces politiques qui acceptent les règles constitutionnelles et participent aux prises de décision de politique intérieure et extérieure. Nous avons par ailleurs opté pour la décentralisation, en déplaçant le Tribunal constitutionnel à Batoumi et le Parlement à Koutaïssi. Ces deux villes de province et Tbilissi doivent devenir des centres importants d'où le pays sera dirigé, et entre lesquelles le gouvernement doit constamment se déplacer. Les Géorgiens doivent sentir que le pouvoir est toujours à leurs côtés. Il ne s'agit pas d'avoir un gouvernement élargi, au contraire, plus le gouvernement est compact et mobile, mieux il servira ses citoyens.

Nous devons terminer ce que nous avons commencé. Pour cela, je ferai tout pour que l'idéologie et le groupe de réformateurs que je défends se maintiennent au pouvoir après 2013. […] Il est trop tôt pour dire quel sera le choix de notre peuple. Je peux toutefois affirmer que nous ferons tout pour que les conditions d'accès au pouvoir soient égalitaires et démocratiques.

Vous soutenez une certaine doctrine, défendue par l'équipe de réformateurs actuellement au pouvoir. Quels sont leurs objectifs ?

En premier lieu, la modernisation de la Géorgie. Il n'y a pas d'alternative aux valeurs démocratiques ni à la politique euro-atlantique. […] Notre identité politique est en Europe. Même si nos espoirs ont parfois été déçus de l'indifférence des Européens. Que voulez-vous, il faut accepter les règles du jeu. Pour nous rapprocher de l'Europe, nous devons profiter du fait que la route la plus courte vers l'Europe depuis l'Asie Centrale et la Chine passe par la Géorgie. Pour autant, nous ne devons pas négliger la Turquie, l'Iran, la Chine et les pays d'Asie centrale.

Ensuite, notre Etat doit se baser sur les valeurs nationales qui ne cherchent pas à diviser notre société plurielle en clans, groupes ethniques ou religieux; au contraire, il nous faut rester unis. […] Et il est aussi important de poursuivre la lutte contre la corruption. En Géorgie, personne n'est intouchable. Il n'y a pas longtemps, nous avons arrêté le vice-ministre de la Santé et, avant lui, le vice-ministre de l'Economie, l'ancien ministre de la Défense, ainsi que plusieurs membres de la majorité, sans parler de plusieurs fonctionnaires de niveaux intermédiaires.

Nous devons, enfin, libéraliser davantage notre économie, pour devenir le centre du commerce et des transits de la région. Contrairement à d'autres Etats, nous avons pu sortir notre pays de la criminalité et de la corruption. Notre petit gouvernement est efficace et intervient au minimum dans la vie de ses citoyens. D'ailleurs, on vient chez nous du monde entier, pour le loisir ou les affaires.

Vous parlez de libéraliser l'économie. Nous venons de faire un pas de plus vers l'Europe en signant avec l'UE un accord d'association[2]. Mais un Commissaire européen a critiqué notre excès de libéralisme. Nous faudra-t-il céder sur les principes du marché libre ?

Je suis persuadé que nous pouvons nous mettre d'accord avec l'UE sans trop modifier notre économie. N'oublions pas que la libre circulation des personnes, des idées, des biens et des capitaux sont justement les valeurs fondamentales de l'UE. Aujourd'hui, l'Europe rejette progressivement tout ce nous craignions: les taxes et les dépenses élevées, l'excès de régulation et une bureaucratie lourde, tout cela appartient au passé. Les Européens commencent à comprendre que l'Etat ne peut rester éternellement une «assistante sociale». La crise économique mondiale a porté un sérieux coup au projet d'une Europe sociale. Je pense que l'Europe acceptera l'idée d'une plus grande libéralisation de l'économie et que, tôt ou tard, nos idées convergeront.

Dans votre interview au journal *Le Monde*, vous disiez qu'on ne peut imposer des réformes sans perdre en popularité. Quelles réformes vous ont le plus coûté en popularité ?

Toutes nos réformes ont fait des mécontents. La réforme de la police a contrarié les policiers licenciés, celle de l'armée – les officiers limogés, et celle de l'éducation encore plus de monde. Nous avons aussi fait des erreurs, mais le plus important est de ne pas commettre d'injustice. […] Je suis impopulaire aujourd'hui, mais je sais que, plus tard, la société comprendra que c'était nécessaire et juste.
Par exemple, une centaine de milliers de Géorgiens diplômés de l'université ne parlent aucune langue étrangère. Quand je dis qu'on ne peut avoir de diplôme sans connaître de langue étrangère, je sais que j'irrite beaucoup de personnes, mais elles aussi reconnaîtront que cela est indispensable. On doit être de son temps, il n'y a pas d'autre solution.

Quelles erreurs avez-vous commises ?

On aurait pu mieux expliquer le sens de ces réformes. Les Géorgiens comprennent que les changements sont nécessaires: soit on est fort, soit on disparaît. Nous sommes quotidiennement confrontés à toutes sortes de dangers. C'est pour cela que je me réfère souvent à Singapour : nous devons être un pays puissant. […]

Récemment, vous avez parlé de resserrer la ceinture. Comment allez-vous réduire les dépenses de l'Etat ?

On doit libéraliser encore plus le secteur privé. Si, au début, il était nécessaire que l'Etat intervienne, aujourd'hui […] nous devons comprendre que cette politique n'est que temporaire et exceptionnelle. Le secteur privé doit se développer et reprendre à l'Etat ce qui lui revient. […]

Une loi de libéralisation est-elle prévue ?

Elle sera adoptée cet automne.

Notre magazine critique souvent la politique sociale du gouvernement. D'un côté, les programmes d'aides sociales sont une charge pour l'économie, et de l'autre il n'y a pas que les citoyens pauvres qui en bénéficient. Que faire pour rendre notre budget social plus efficace ?

Sans solidarité pour ses citoyens démunis, une société est indigne. La lutte contre la pauvreté est notre priorité, mais il est possible de débattre des choix et des méthodes pour l'atteindre. Qui est plus efficace, le marché et l'initiative privée, ou l'Etat, sa bureaucratie et ses régulations ?
Nous connaissons parfaitement les risques que comportent les programmes étatiques de lutte contre la pauvreté. […] Ils créent de la pauvreté chronique. Certains reçoivent des aides et s'en satisfont, ne travaillent plus. Nous n'avons pas le droit au luxe. On ne peut pas avoir une partie de la société qui travaille pour que l'autre se repose. L'Etat doit assister seulement ceux qui ne peuvent pas s'en sortir seuls. […]

Cette politique est souvent considérée comme populiste. Certains considèrent que, pour conserver votre popularité, vous faites des compromis avec vos principes.

Je ne fais pas cela pour ma gloire personnelle, nous travaillons toujours comme si nous étions en campagne. C'est comme cela que la politique doit être conçue dans toute démocratie. Nous avons besoin de communiquer pour que les forces civiles mobilisées soutiennent nos réformes. Nous ne pouvons pas construire de société libre sans la majorité des citoyens à nos côtés. […]

Cela fait plusieurs années que vos opposants usent de l'arme du fondamentalisme religieux contre vous. Ils considèrent que les réformes libérales et le rapprochement avec l'Ouest sont des atteintes à notre identité nationale et à nos traditions. La Russie aussi instrumentalise la religion contre nous. Pourquoi ?

Notre société est tout sauf fondamentaliste. Alors que, pour certains, la religion est la valeur suprême, d'autres ne croient en rien et utilisent la religion pour atteindre leurs buts. Dire que l'on partage la même foi avec les Russes relève du cynisme. Personne n'a autant nui à l'orthodoxie géorgienne que l'Empire russe, les communistes mis à part. […] En luttant contre notre Eglise, la Russie cherche à détruire notre identité nationale. Mais, malgré plusieurs tentatives de la part de la Russie ou de ses alliés géorgiens, le Patriarche a su préserver l'Eglise géorgienne et l'Etat géorgien. […] C'est pour éviter de telles situations que nous avons ajouté des cours de réflexion critique au programme scolaire. Tous les dogmes, toutes les affirmations gratuites doivent être questionnés, sans pour autant mettre en doute nos valeurs nationales, au contraire. Ainsi, le vrai sera clairement distingué du faux.

Certes, la mentalité de notre société se façonne à l'école, or la situation est grave dans le secondaire. Que pensez-vous faire ?

Personne ne peut nier les effets positifs de la réforme de l'Education comme, par exemple, les examens nationaux et la lutte contre la corruption. Mais il est vrai que des erreurs ont été faites. Nous n'avons pas suffisamment œuvré pour lui insuffler plus de liberté, de diversité et de concurrence. Les professeurs ont besoin de formations qualifiantes, comme tout le monde. […] Nous devons changer le contingent de professeurs, les aider à se qualifier, surtout ceux qui sont polyglottes, grâce à l'utilisation de l'informatique et de l'Internet. Les enfants, nés avec Internet, pourront nous aider dans cette voie, car eux aussi sont très exigeants envers leurs professeurs.
Dans les conditions de la globalisation, il est important de connaître la culture du monde et les langues étrangères, pas seulement au travers des livres, mais grâce à des contacts directs et quotidiens avec des [professeurs] étrangers[3]. Ces [professeurs] apprennent notre culture et notre histoire, et ils commencent même à parler géorgien. Ils seront d'excellents ambassadeurs pour promouvoir la Géorgie. Mais, pour attirer de nouvelles personnes, nous devons sensiblement améliorer les conditions d'éducation à l'université.

Il y a peu, vous parliez d'introduire des leçons de patriotisme à l'école. Comment enseigner le patriotisme aux citoyens d'une société libre ?

Le patriotisme n'est pas une discipline scolaire, il ne se laisse pas apprivoiser artificiellement. Nous devons avant tout éduquer nos générations futures à se comporter en citoyens, à chérir non seulement leur liberté individuelle mais aussi celle de leur pays. Les jeunes Géorgiens doivent apprendre à protéger cette liberté, à être responsables devant leur pays et leur société dès plus leur jeune âge. Ils doivent s'imprégner des valeurs démocratiques et libérales, comme la tolérance et les droits de l'homme. L'école a en cela un rôle évident à jouer. […] Nous avons aussi besoin de nouveaux manuels d'histoire, débarrassés des valeurs soviétiques passéistes. Nous devons savoir regarder le passé avec un œil critique pour améliorer notre avenir. Dans les conditions actuelles, alors que la Géorgie est en danger, nos adolescents doivent se préparer à leur vie d'adultes en acquérant des connaissances dans le domaine de la protection civile.

A ce propos, comme les risques de guerre avec la Russie diminuent, les institutions internationales se montrent plus actives. Pour preuve, les visites de haut niveau qui s'intensifient et les dernières résolutions de l'ONU[4]. Qu'est-ce que la société géorgienne peut attendre de tout cela ?

Le fait que les Etats-Unis définissent enfin l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud comme des territoires occupés est un progrès certain. Evidemment, on rêverait que la désoccupation de la Géorgie soit plus efficace, comme d'ailleurs la question de l'intégration dans l'OTAN. Malheureusement, pour cela, nous avons besoin de plus de temps. Mais nous restons déterminés, rien ne nous détournera de notre route. La guerre [d'août 2008 contre la Russie] a été un moment décisif

pour l'Union européenne. Elle a parfaitement rempli sa mission. Alors que certains sceptiques doutaient de nous et pensaient que la Géorgie allait s'écrouler, ils admettent aujourd'hui que nous tenons bon. Désormais, notre rôle en tant que puissance régionale est pris en compte. Nos réformes sont applaudies par beaucoup de pays. Et même en Russie, l'opposition appelle le pouvoir à suivre notre exemple! Aujourd'hui, nous sommes devenus un pays de référence dans la région. Mais la conjoncture mondiale actuelle est difficile, la crise mondiale a sensiblement diminué les chances des petits pays comme le nôtre. Pour survivre, nous devrons accomplir des miracles.

[1] La Commission de Venise, organe consultatif du Conseil de l'Europe, vise à conseiller les Etats en matière de juridiction, pour rapprocher leur Constitution du modèle privilégié au sein de l'Union européenne.
[2] La politique de Partenariat oriental de l'Union européenne, initiée fin 2008, sera progressivement remplacée par des accords bilatéraux d'association entre l'UE et six pays de l'Europe orientale, dont la Géorgie. Cet Accord doit renforcer les liens commerciaux et soutenir les efforts de démocratisation.
[3] Le gouvernement géorgien a fait appel, pour la première fois cette année 2010-2011, à un millier de professeurs étrangers chargés d'enseigner l'anglais au élèves géorgiens.
[4] L'ONU a adopté, en septembre 2010, une résolution reconnaissant le droit des réfugiés et des déplacés d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud à retourner chez eux.

Source : *Tabula*, 20 septembre 2010, http://tabula.ge/article-2054.html

Traduction du géorgien : Sophie Tournon

Source photo : tabula.ge

Retour en haut de page

date créée
01/10/2010
Champs de Méta
Auteur-article : Tabula